



L'ÉDUCATION POPULAIRE DOIT FAIRE FRONT POUR DEMAIN

Depuis ce dimanche 9 juin, nous savons que le Rassemblement National peut être au pouvoir d'ici trois semaines. Cette montée constante des partis d'extrême-droite dans les scrutins est un symptôme de l'échec de l'éducation populaire.

Depuis sa création, le Collectif Camps Colos dénonce les formes prises par les politiques éducatives qui séparent et renforcent l'entre-soi. On ne construit un pays démocratique avec une école et une éducation populaire basées sur l'autoritarisme, la violence, la séparation des publics et les logiques de marchés. Depuis sa création, le Collectif Camps Colos propose et construit dans le quotidien de ses membres des séjours, des colos, des temps et des lieux où liberté, égalité, sororité et démocratie sont des valeurs mises en pratique.

Plus largement, que l'extrême-droite fasse 40% des voix lors des dernières élections montre que l'éducation populaire a échoué dans ses finalités d'émancipation et d'accueil de toutes.

Cette même éducation qui n'a de cesse de citer Freinet, Oury, Freire ou Korczak les ont dévoyés pour n'en garder que les méthodes, les amputant de leurs postures, de leurs finalités politiques en niant leur pédagogie : Freinet comme Korczak n'ont eu cesse de réfléchir à une éducation contre le fascisme - et en ont payé les prix. Oury comme Freire n'ont eu cesse d'accueillir des vulnérables et de faire vivre le principe d'éducabilité. Ils nous ont pavé un chemin que nous avons échoué à suivre.

L'éducation populaire baigne aujourd'hui dans un jus saumâtre, prise entre nécessité de survie économique (donc se plier aux lois du marché) et un alignement sur les politiques publiques-libérales-quoi-qu'il-en-coûte. Si beaucoup de simples militants œuvrent au quotidien et tente de surnager, l'éducation populaire reste majoritairement en retrait, voire silencieuse. Certains ont même proposé leur service spontanément pour servir la propre dissolution des valeurs de l'éducation populaire au profit d'accueils autoritaires mais lucratifs, qui pourraient être généralisés dès demain. Ces retraits, ces silences ou ces collaborations sont l'héritage de décennies d'appauvrissement et de fragilisation des secteurs associatifs.

Que reste-t-il à faire ? Appeler avec force à la construction d'un programme de gouvernement permettant de donner espoir à toutes - et surtout à la jeunesse. L'opposition à l'extrême-droite est l'unique solution pour éviter que nos voisin.e.s, collègues, ami.e.s, frères et sœurs racisé.e.s, issu.e.s de l'immigration, LGBTGI+, vulnérables, pauvres ne paient dans leur corps et dans leur vie les coups d'une extrême-droite violente et imbécile. Une politique d'extrême droite serait délétère et son succès aux dernières élections ne peut-être que le fruit de la souffrance d'une majorité du corps social. Un programme qui se tourne vers demain, qui ne regarde pas son nombril et la séparation des différents courants, mais qui construit un avenir

meilleur pour l'ensemble des populations habitant dans des quartiers populaires, ruralités, villes moyennes et petites, etc.

Un engagement à abroger l'ensemble des réformes autoritaires : réforme du bac et des groupes de niveau, SNU, réforme des retraites et de l'assurance chômage, contrat d'engagement républicain, Colos Apprenantes et Pass Colos, qui détruit Parcours Sup et la plateforme pour les Master et qui s'engage à mettre en place des réformes de fond et de structure qui ne reviennent pas à l'état d'avant mais qui se construisent sur de nouvelles bases, de nouvelles manières de faire et de pensées :

- Faire de l'université, l'école, des centres de loisirs et des colos des lieux inclusifs visant l'émancipation de toutes et tous ;
- Construire une politique des vacances (c'est à dire d'un temps libéré de toute contrainte) pour toutes et tous ;
- Penser l'éducation populaire comme un outil d'aménagement du territoire permettant de prendre soin de nous, de notre planète, de nos sols, de la faune et la flore ;
- Permettre à chaque habitant du territoire d'avoir accès de manière égale à tous les services publics, ne jamais remplacer le contact humain par des machines et d'avoir accès à une fabrique de démocratie ;
- Renforcer les corps intermédiaires et toutes les formes de contre-pouvoir locaux et nationaux ;
- Abolir les formes de sous-travail exclusivement destinées aux jeunes : services civiques, SNU, stages et réformer en profondeur le contrat d'engagement éducatif ;
- Construire un statut permettant aux jeunes de prendre des responsabilités dans les vies des associations. Pour changer le monde, les jeunes doivent en avoir les moyens économiques et matériels ;

La vieille éducation populaire, celle qui accompagne Services civiques, SNU et colos apprenantes, ne peut être une solution pour demain. L'éducation populaire gestionnaire, pilotée, dirigée par des gestionnaires issus des quelques grandes écoles, n'ont produit que libéralisation, concurrence et dépolitisation de l'action. Nous en appelons à une repolitisation de l'éducation populaire, à une repédagogisation de l'action et à des finalités humanistes partagées : care, égalité, émancipation collective. La lutte contre l'extrême droite ne peut gagner qu'en étant avant-gardiste, en améliorant la vie des populations vulnérables et en construisant avec les plus précaires et fragiles les solutions à leurs difficultés.

La première étape est celle de l'union, la seconde de construire un programme, ensuite il faudra le soumettre aux électeurs, en espérant qu'il ne soit pas trop tard.

Dans la suite d'Elise et Célestin Freinet, Janusz Korczak, Maxime Marchand ou Friedl Dicker-Brandeis nous ne cesserons de lutter contre l'extrême-droite et le fascisme, de lutter pour la paix, les mixités, la démocratie, nous militerons pour une éducation populaire engagée, politique et nous sommes des pédagogues donc des résistants.

Le collectif Camps Colos